

ODOXA

L'Opinion tranchée

Baromètre des droits et de l'accès au droit en France

Sondage réalisé pour



Méthodologie



Recueil

Echantillon de Français interrogés par internet du 4 au 8 mai 2022.



Echantillon

- Echantillon de **3 009 Français** représentatif de la population âgées de 18 ans et plus.

La représentativité de l'échantillon français est assurée par la méthode des quotas appliqués aux variables suivantes : sexe, âge, niveau de diplôme et profession de l'interviewé après stratification par région et catégorie d'agglomération.

Précisions sur les marges d'erreur

Chaque sondage présente une incertitude statistique que l'on appelle marge d'erreur. Cette marge d'erreur signifie que le résultat d'un sondage se situe, avec un niveau de confiance de 95%, de part et d'autre de la valeur observée. La marge d'erreur dépend de la taille de l'échantillon ainsi que du pourcentage observé.

	Si le pourcentage observé est de ...					
Taille de l'Echantillon	5% ou 95%	10% ou 90%	20% ou 80%	30% ou 70%	40% ou 60%	50%
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
800	1,5	2,5	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1 000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2 000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
3 000	0,8	1,1	1,4	1,6	1,8	1,8

Lecture du tableau : Dans un échantillon de 3 000 personnes, si le pourcentage observé est de 20% la marge d'erreur est égale à 1,4% : le pourcentage réel est donc compris dans l'intervalle [18,6 ; 21,4].

Les principaux enseignements

Baromètre : le droit reste toujours aussi peu accessible aux Français

- 1) Seuls 9% des Français estiment pouvoir très facilement faire valoir leurs droits là où ils vivent, un sentiment qui persiste dans le temps malgré la réforme de la Justice.
- 2) Les délais de la Justice sont toujours perçus comme le problème le plus grave (51%) et l'accès aux avocats comme l'élément le plus important pour une bonne accessibilité au Droit (53%).
- 3) Les avocats, principaux acteurs de confiance (42%) et d'information (63%) pour les Français malgré la concurrence des sites Internet juridiques.

Synthèse détaillée du sondage

(1/3)

Baromètre : le droit reste toujours aussi peu accessible aux Français

1) Seuls 9% des Français estiment pouvoir très facilement faire valoir leurs droits là où ils vivent, un sentiment qui persiste dans le temps malgré la réforme de la Justice

Faire valoir ses droits est l'un des fondements de l'Etat de Droit et plus largement de nos modèles de société libérales et démocratiques. Mais il ne s'agit pas d'un acquis dans l'hexagone, loin de là même.

Si une majorité de Français (59%) affirme que, là où ils vivent, ils peuvent facilement faire valoir leurs droits, seuls 9% affirment que c'est très facile. Surtout, 40% d'entre eux, soit près de 21 millions de nos concitoyens, jugent que c'est difficile. Ce sentiment est encore plus présent dans les milieux ruraux (53%) voire dans les petites villes (49%). Il est surtout encore plus partagé que l'an passé (37%).

L'accès aux tribunaux explique en partie cette perception. En moyenne, 38% des Français affirment qu'il est difficile d'accéder à un tribunal, mais ils sont 53% chez les ruraux et 54% dans les petites villes.

Résultat, les Français considèrent toujours à près des deux tiers (68% cette année, 66% en 2021 et 69% en 2019) que l'accès au droit est devenu plus difficile dans le pays.

Ce sentiment est par ailleurs aggravé par la perception que les libertés publiques et individuelles et plus largement les droits fondamentaux des Français ont tendance à reculer ces dernières années. 78% de nos expriment cette opinion. Là encore, la tendance n'est pas à l'amélioration (77% en 2019 et 2021).

Ce tableau, très noir, que dressent les Français de la situation du Droit en France, persiste donc dans le temps voire s'assombri encore. Et pourtant, dans ce laps de temps, la loi de programmation et de réforme pour la justice a été promulguée. Son ambition d'offrir une justice « plus rapide, plus efficace et plus moderne aux services des justiciables » n'est donc pas du tout atteinte.

Synthèse détaillée du sondage

(2/3)

2) Les délais de la Justice sont toujours perçus comme le problème le plus grave (51%) et l'accès aux avocats comme l'élément le plus important pour une bonne accessibilité au Droit (53%)

Un autre indicateur de notre baromètre souligne l'inefficacité de la réforme de la justice auprès du grand public. Comme en 2019 et en 2021, les délais de la Justice pour rendre ses décisions sont perçus, de loin, comme l'obstacle le plus grave parmi ceux qui freinent l'accès à la justice. Les délais devançant le coût pour les justiciables (24%) ainsi que le manque d'accès aux informations juridiques (16%) et la difficulté pour accéder physiquement aux juridictions (8%).

Pour remédier à ces problématiques d'accès au Droit et à la Justice, les Français mettent l'accent sur l'accès aux avocats. C'est à leurs yeux, l'élément le plus important quand on parle d'accessibilité (53%). Juste derrière, ces derniers citent l'accès aux informations juridiques et judiciaires (52%) voire l'accès aux aides juridictionnelles (48%). L'accès à la police (33%), aux magistrats (22%) et aux tribunaux (18%) sont plus secondaires à leurs yeux.

Autrement dit, être bien conseillé et défendu par un avocat mais aussi être bien informé sur ses droits voire être aidé financièrement sont les clés de l'accès au Droit pour les Français. Ces derniers n'ont d'ailleurs aucun doute : faciliter l'accès aux avocats l'améliorerait (82% partagent cette opinion).

Les conséquences positives de ce meilleur accès aux avocats seraient nombreuses. 84% des Français estiment qu'il permettrait une meilleure reconnaissance des droits des justiciables, de mieux garantir le respect des droits fondamentaux (83%), d'éviter les procédures judiciaires inutiles (80%) et même d'avoir un meilleur fonctionnement général de la justice (76%).

3) Les avocats, principaux acteurs de confiance (42%) et d'information (63%) pour les Français malgré la concurrence des sites Internet juridiques

S'ils étaient victime d'une injustice, les Français feraient avant tout confiance à un avocat pour les aider à la réparer. 42% se tourneraient vers eux. D'autres préféreraient se tourner dans un premier temps vers une association de défense des victimes (35%) ou encore vers les forces de l'ordre (13%).

Synthèse détaillée du sondage

(3/3)

Surtout, parmi les professionnels du Droit, les avocats restent la référence absolue du conseil. S'ils avaient une question ou un problème juridique à résoudre, 63% des Français se tourneraient vers eux. C'est nettement plus que les notaires (12%), les huissiers (6%) ou les experts-comptables et commissaires aux comptes (3%).

D'ailleurs, un Français sur deux a déjà consulté un avocat (50%), dont 9% au cours des douze derniers mois. Le plus souvent, c'est en demandant à un proche qu'ils se sont procuré les coordonnées de l'avocat en question (39%). D'autres l'ont trouvé sur un moteur de recherche (16%), sur un site spécialisé comme avocat.fr (11%) ou en contactant le Barreau local (9%), les articles de presse restant des prescripteurs marginaux (2%).

Mais consulter un avocat n'est pas le premier réflexe des Français lorsqu'ils rencontrent un problème juridique. Plus d'un tiers (35%) recherche des informations sur des sites internet spécialisés. D'autres demandent à leur entourage familial et amical (18%). Viennent ensuite les avocats, premier réflexe de 12% des Français. Quasiment à égalité, 11% des Français consultent des forums en ligne.

Pourtant, les Français se montrent plutôt défiant à l'égard des sites qui commercialisent des informations juridiques qui ne sont pas délivrées par des avocats : 52% ne leur feraient pas confiance. L'existence du site avocat.fr permet à la profession de se positionner en ligne mais il est encore assez peu connu : 30% des Français en ont déjà entendu parler, 6% l'ayant consulté, ce qui représente tout de même près de 3 millions de Français adultes.

Emile Leclerc, directeur d'études



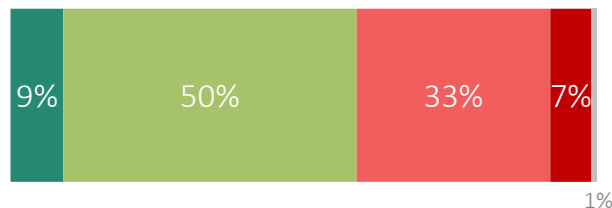
Résultats du sondage

Accès aux tribunaux et au Droit



Dites-nous si...

...là où vous habitez, vous pouvez facilement faire valoir vos droits

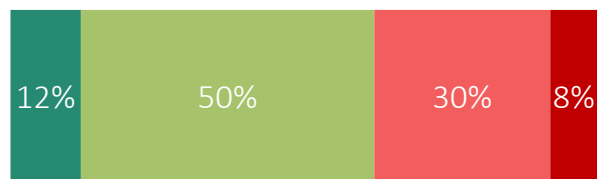


% Non

40%

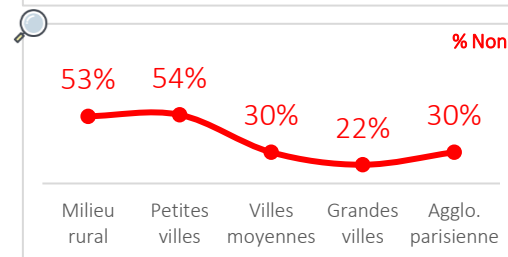
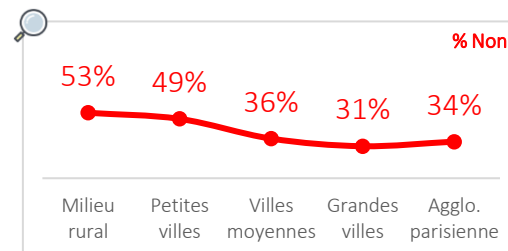
Rappel 2021* : 37%

...là où vous habitez, vous pouvez accéder facilement aux tribunaux



38%

Rappel 2021* : 35%



■ Oui, très facilement ■ Oui, assez facilement ■ Non, assez difficilement ■ Non, très difficilement ■ (NSP)

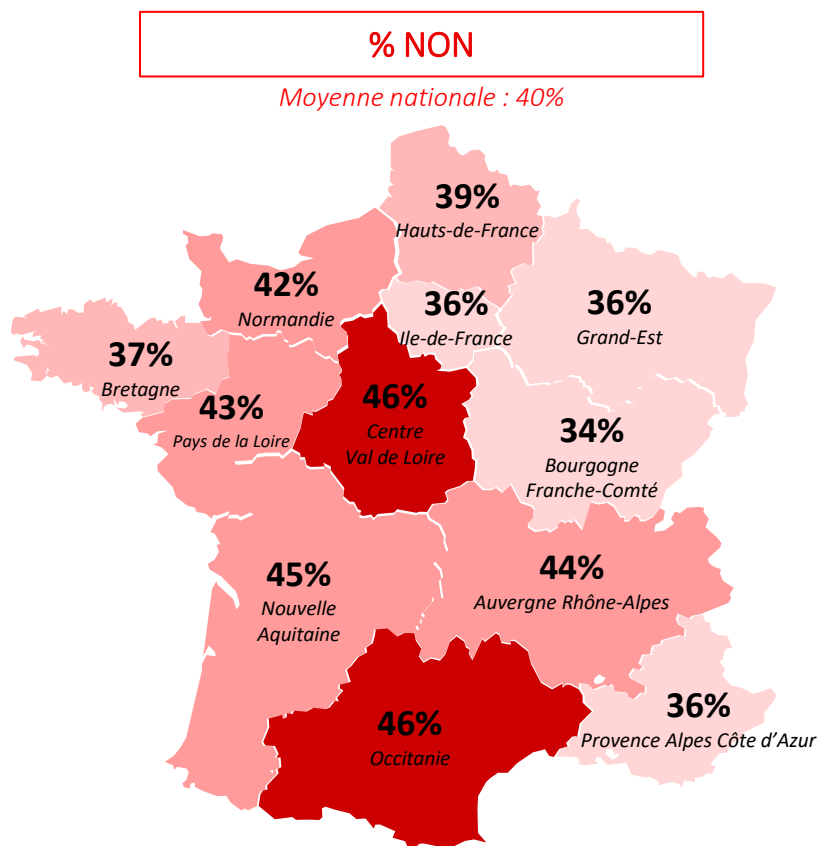
* Sondage Odoxa pour CNB

Accès aux tribunaux et au Droit

détails par région (2/2)



Dites-nous si... là où vous habitez, vous pouvez facilement faire valoir vos droits.



Accès aux tribunaux et au Droit

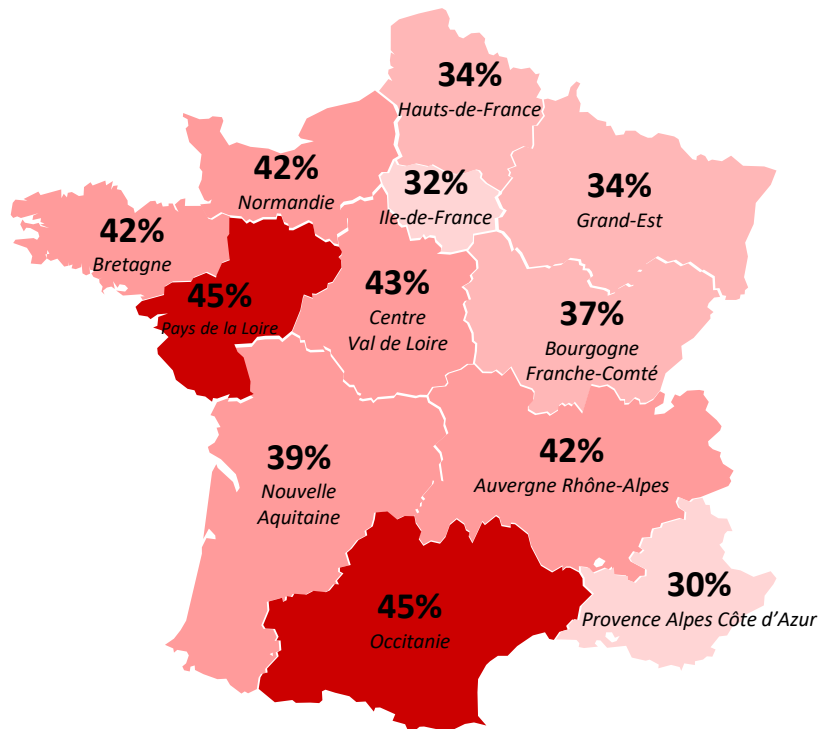
détails par région (1/2)



Dites-nous si... là où vous habitez, vous pouvez accéder facilement aux tribunaux.

% NON

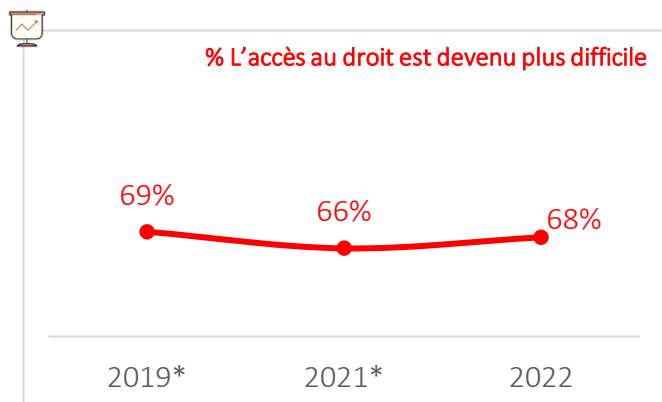
Moyenne nationale : 38%



Regard porté sur l'accessibilité au droit



Ces dernières années, estimez-vous que l'accès au droit des Français est devenu plus facile ou plus difficile ?

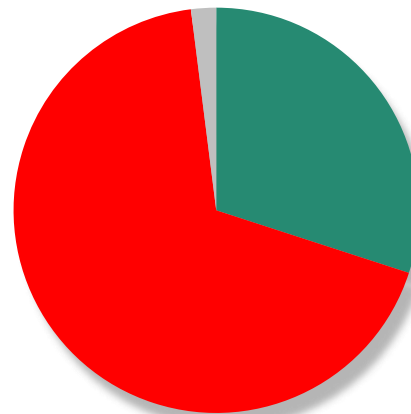


* Sondages Odoxa pour CNB

L'accès au droit est devenu plus difficile
68%

(NSP)
2%

L'accès au droit est devenu plus facile
30%



Regard porté sur l'accessibilité au droit

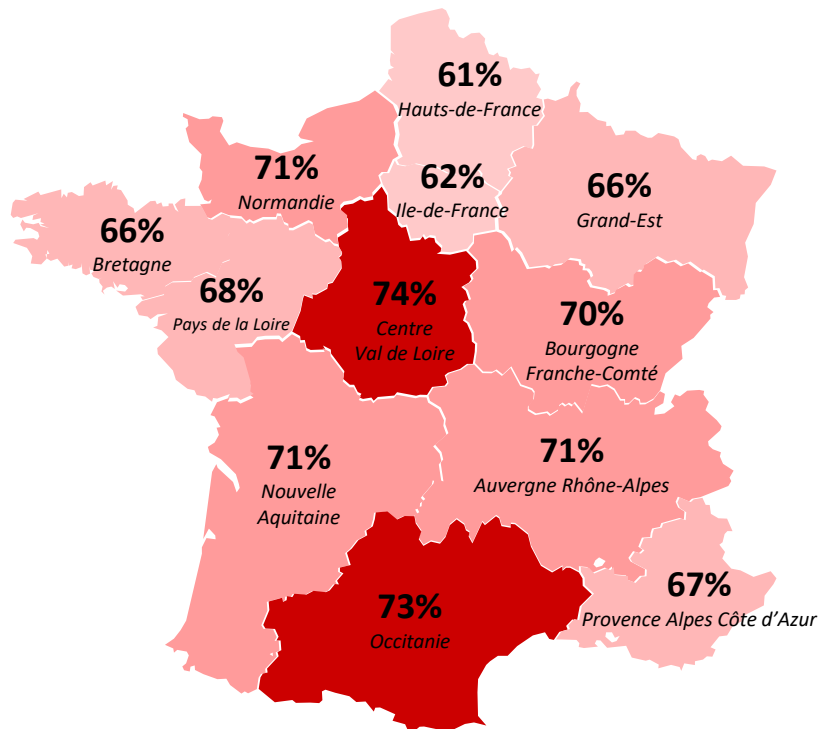
détails par régions



Ces dernières années, estimez-vous que l'accès au droit des Français est devenu plus facile ou plus difficile ?

% L'ACCES AU DROIT EST DEvenu PLUS DIFFICILE

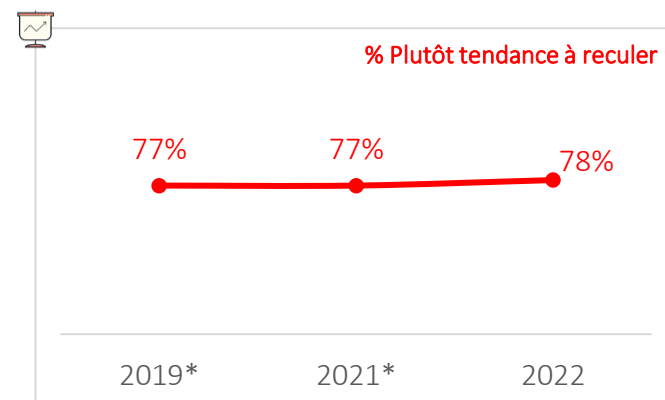
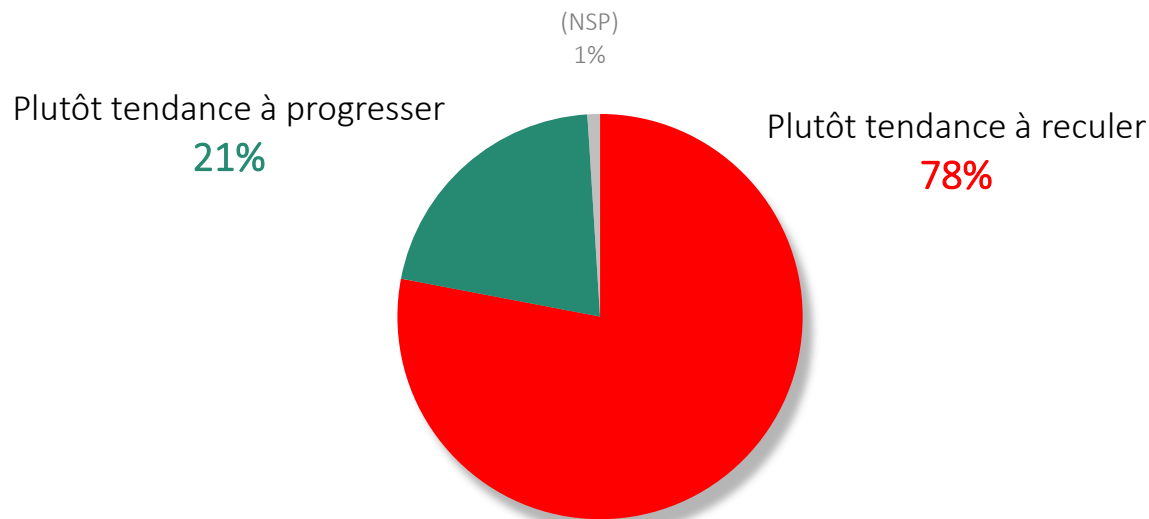
Moyenne nationale : 68%



Perception de l'évolution des libertés publiques et individuelles et des droits fondamentaux



Depuis ces dernières années avez-vous le sentiment que les libertés publiques et individuelles et plus largement les droits fondamentaux des Français ont eu... ?



* Sondages Odoxa pour CNB

Perception de l'évolution des libertés publiques et individuelles et des droits fondamentaux

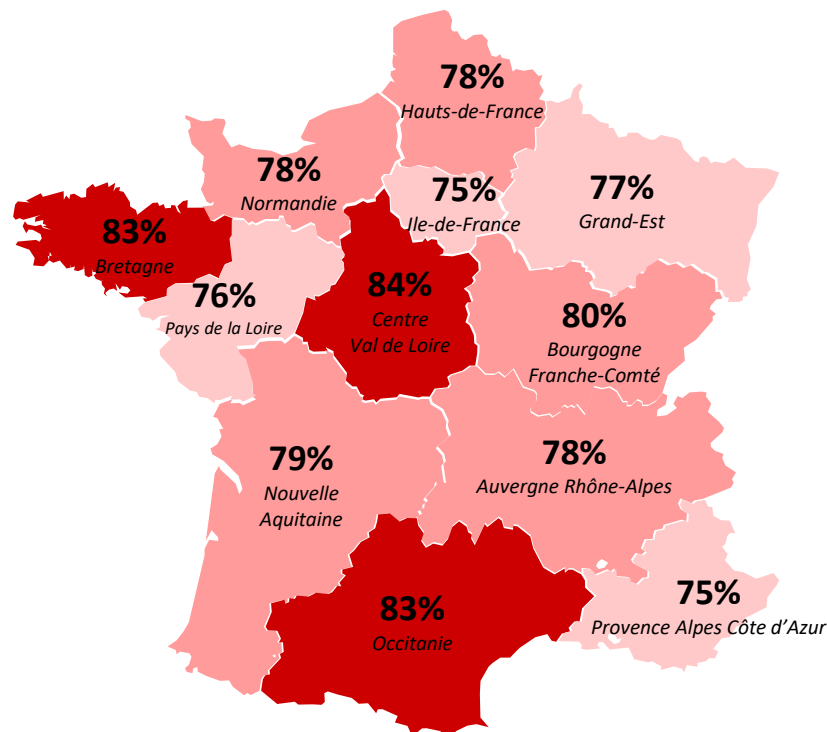
détails par régions



Depuis ces dernières années avez-vous le sentiment que les libertés publiques et individuelles et plus largement les droits fondamentaux des Français ont eu ...

% PLUTÔT TENDANCE À RECULER

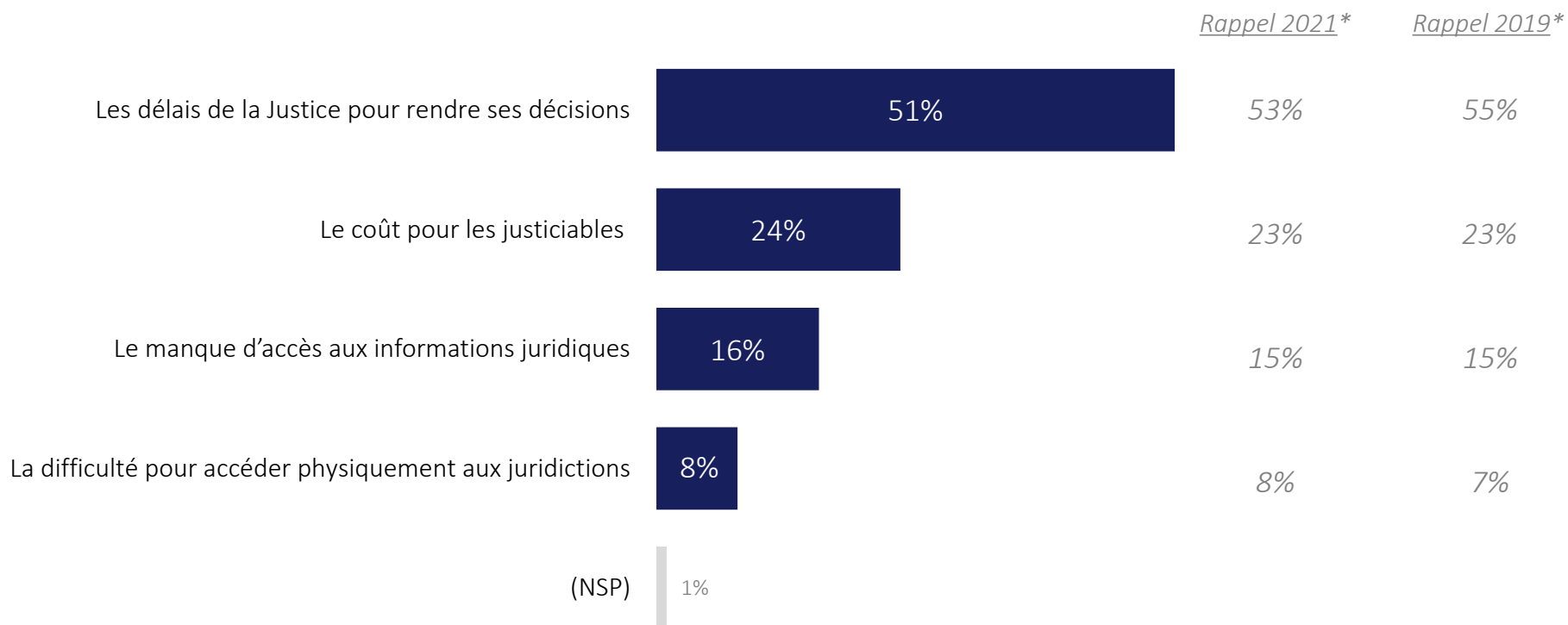
Moyenne nationale : 78%



Obstacles freinant l'accès à la justice



S'agissant des obstacles qui freinent l'accès à la Justice, quel est celui qui vous paraît le plus grave ?

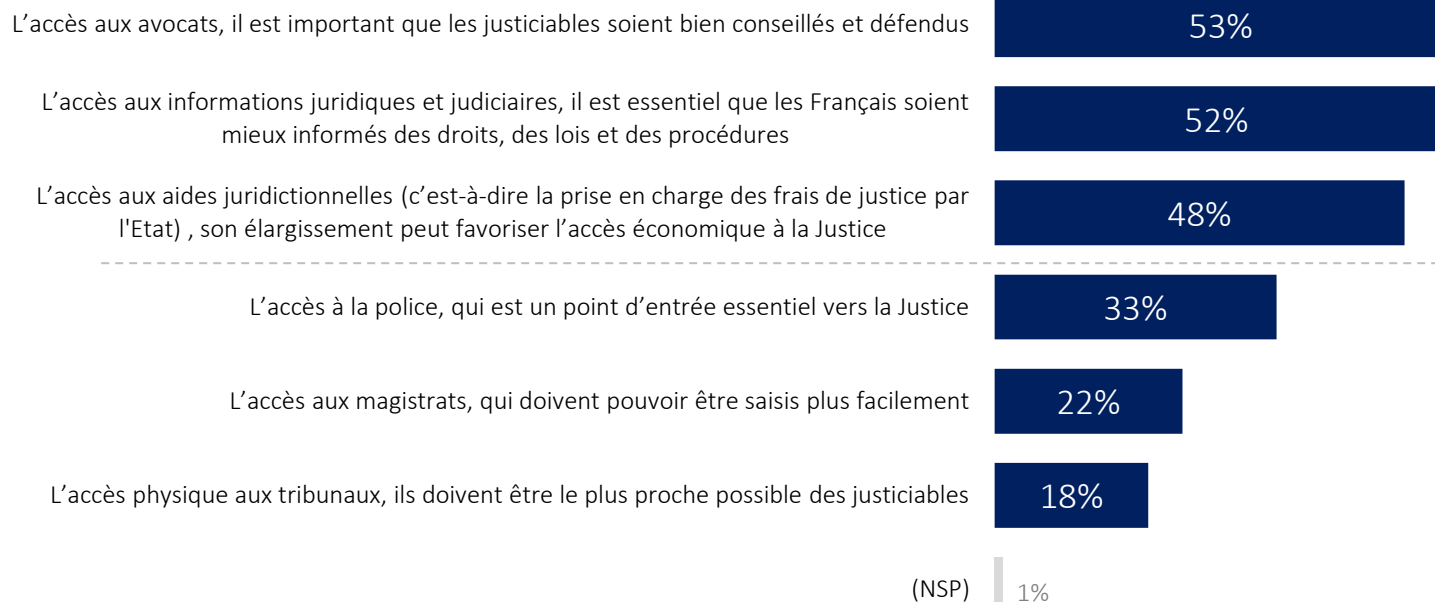


* Sondages Odoxa pour CNB

Éléments les plus importants quand on parle d'accessibilité au Droit et à la Justice



Quand on parle d'accessibilité au Droit et à la Justice, quels sont les éléments qui vous semblent les plus importants ?
3 réponses maximum



i Le total est supérieur à 100 car plusieurs réponses pouvaient être choisies

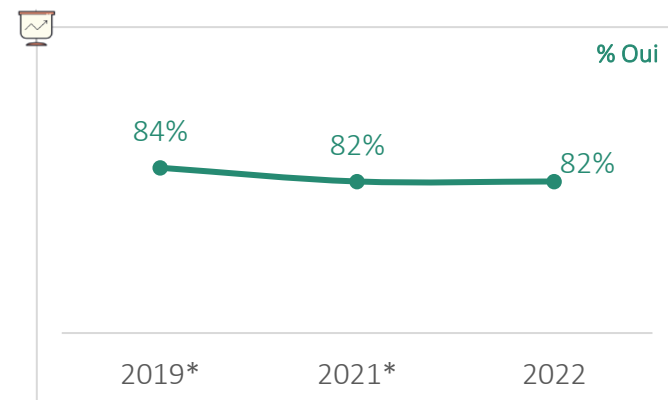
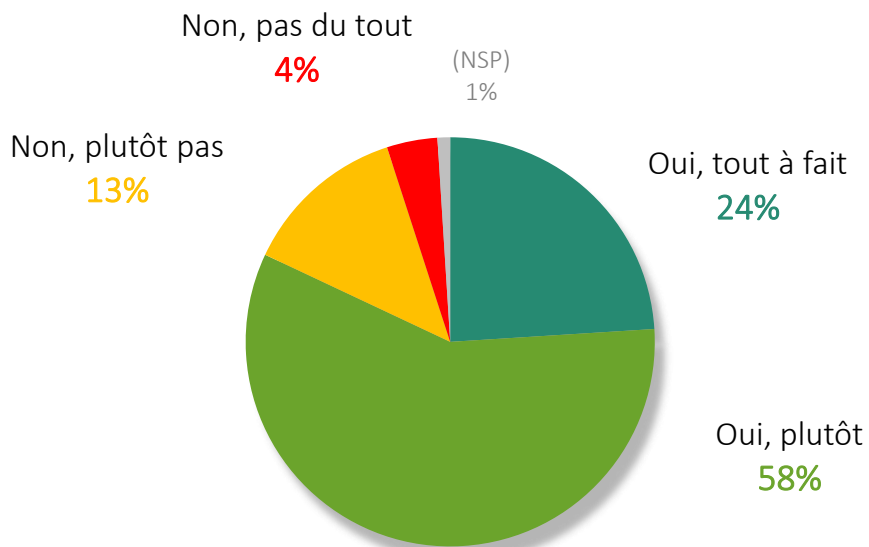
Amélioration de l'accès au Droit par la facilitation de l'accès aux avocats



Estimez-vous que faciliter l'accès des Français aux avocats améliorera l'accès au Droit ?

% Non : 17%

% Oui : 82%



* Sondages Odoxa pour CNB

Amélioration de l'accès au Droit par la facilitation de l'accès aux avocats

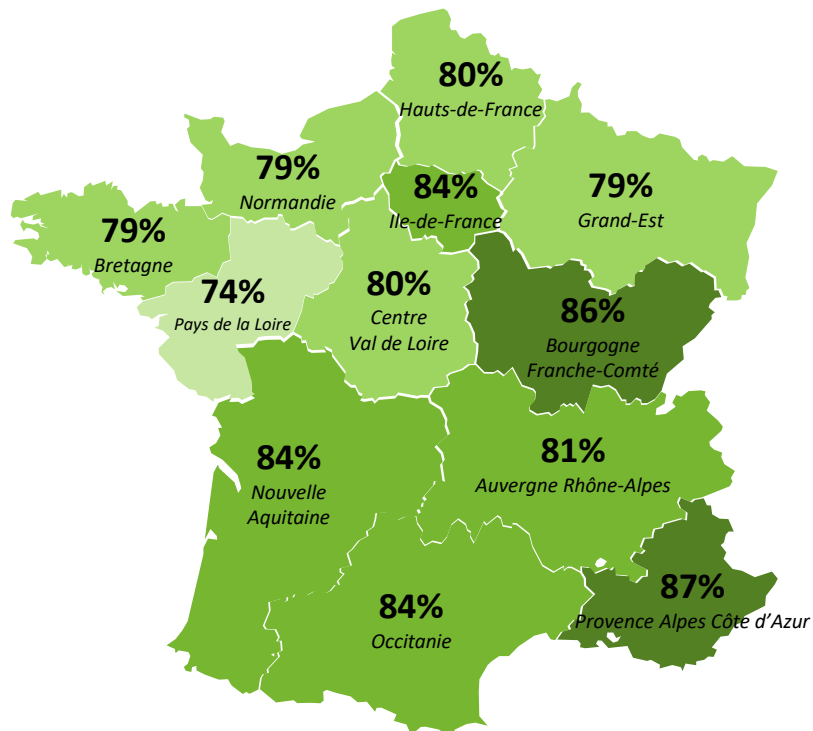
détails par région



Estimez-vous que faciliter l'accès des Français aux avocats améliorera l'accès au Droit ?

% OUI

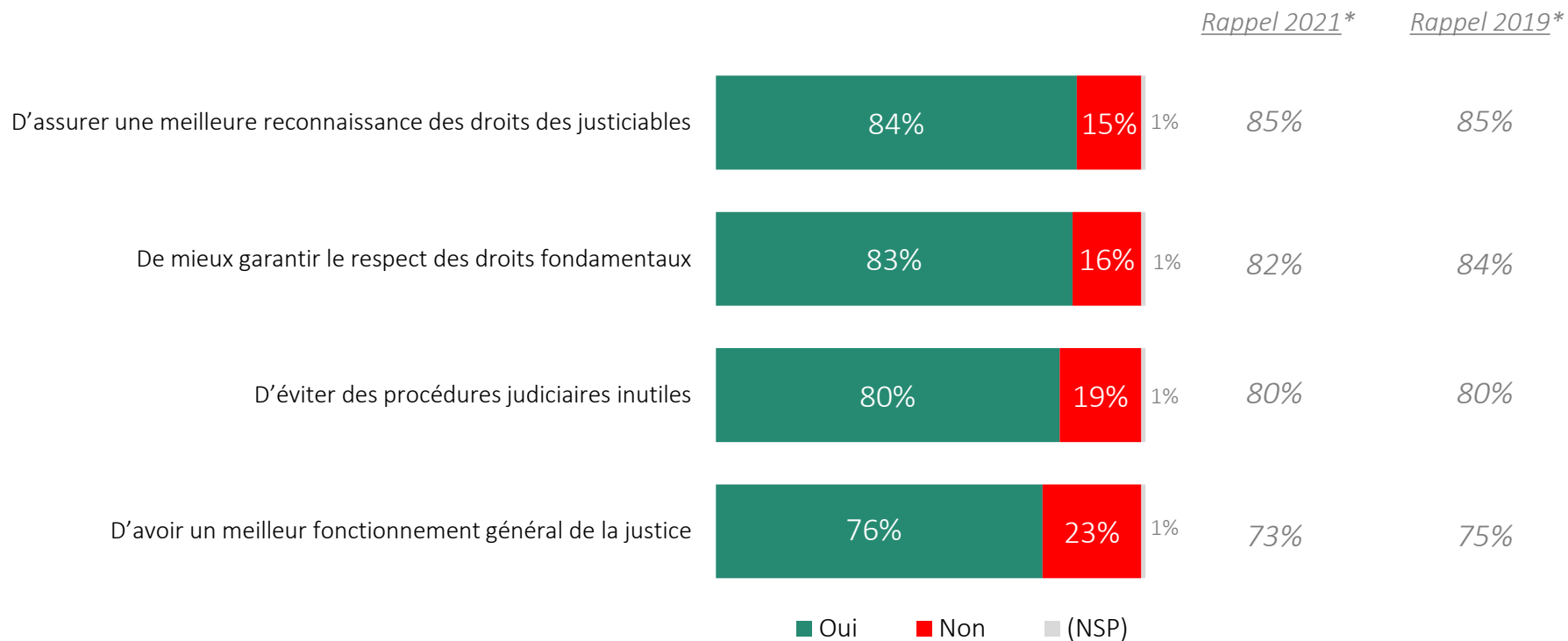
Moyenne nationale : 82%



Bénéfices de la facilité d'accès à un avocat



S'il était plus facile d'accéder à un avocat en France, pensez-vous que cela permettrait ...

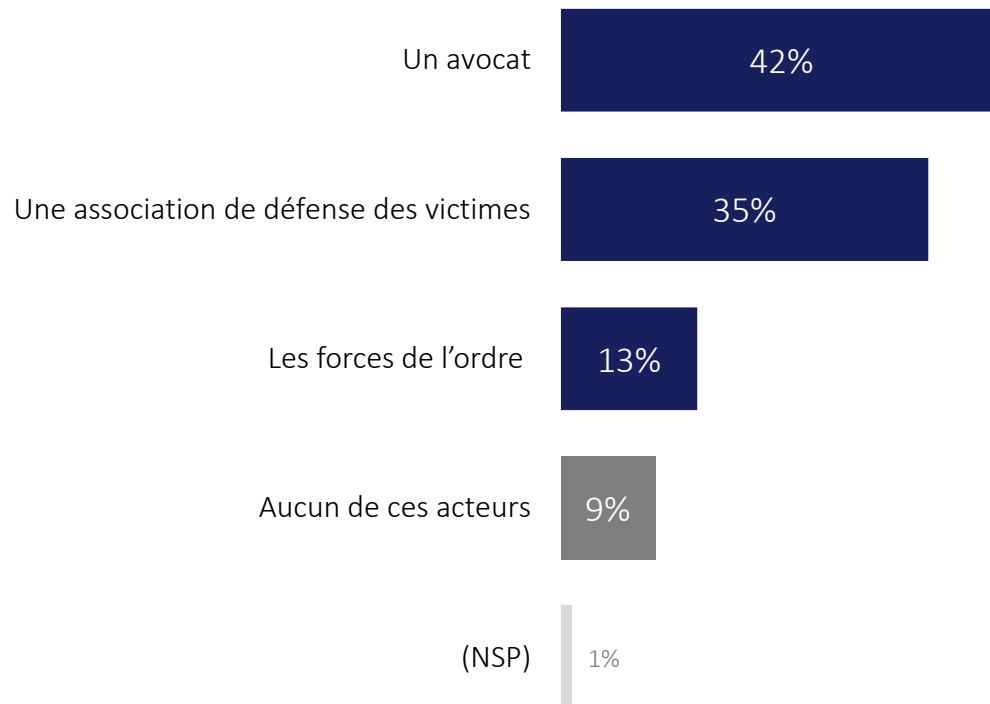


* Sondages Odoxa pour CNB

Acteur de confiance pour aider à réparer une injustice dont les Français seraient victime



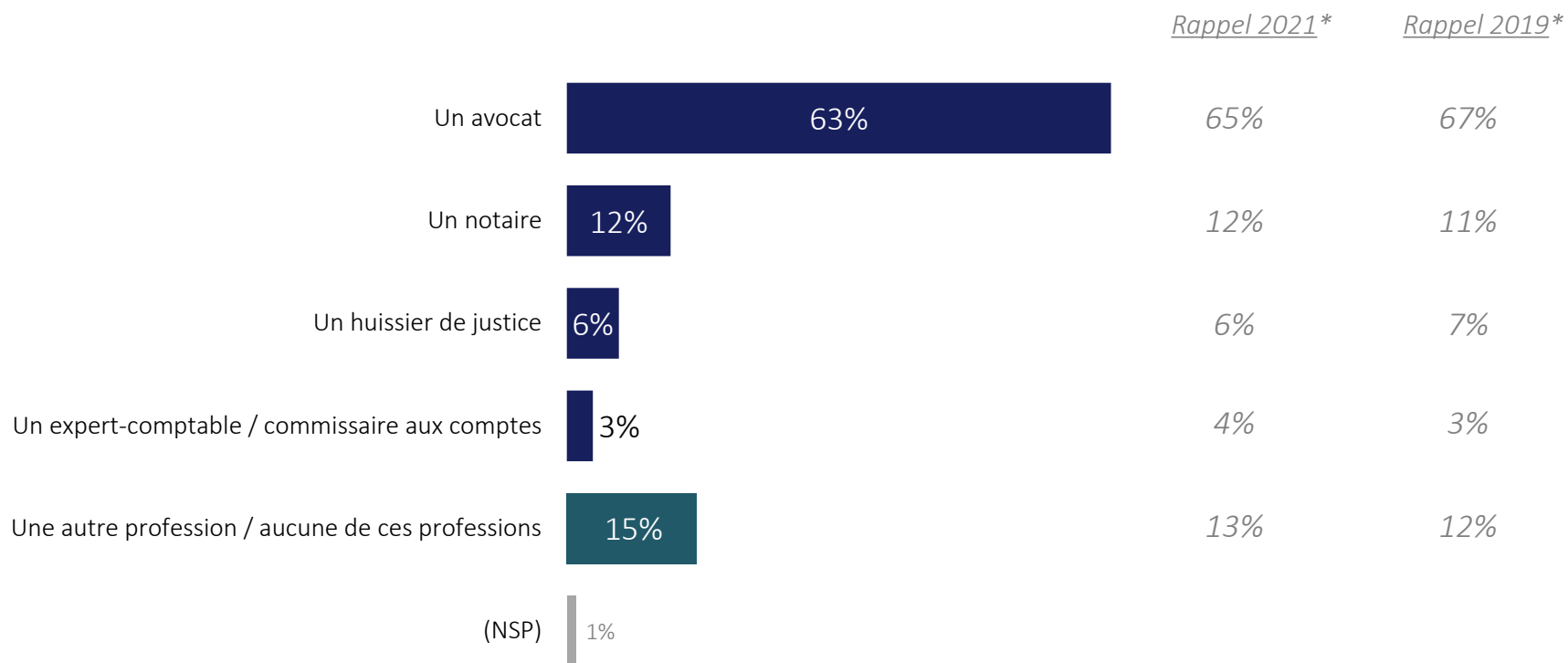
En qui auriez-vous le plus confiance pour vous aider à réparer une injustice dont vous seriez victime ?



Profession du droit vers laquelle les Français se tourneraient le plus en cas de question de droit/problème juridique



A quelle profession vous adresseriez-vous en priorité, si vous aviez une question de droit ou un problème juridique à résoudre ?

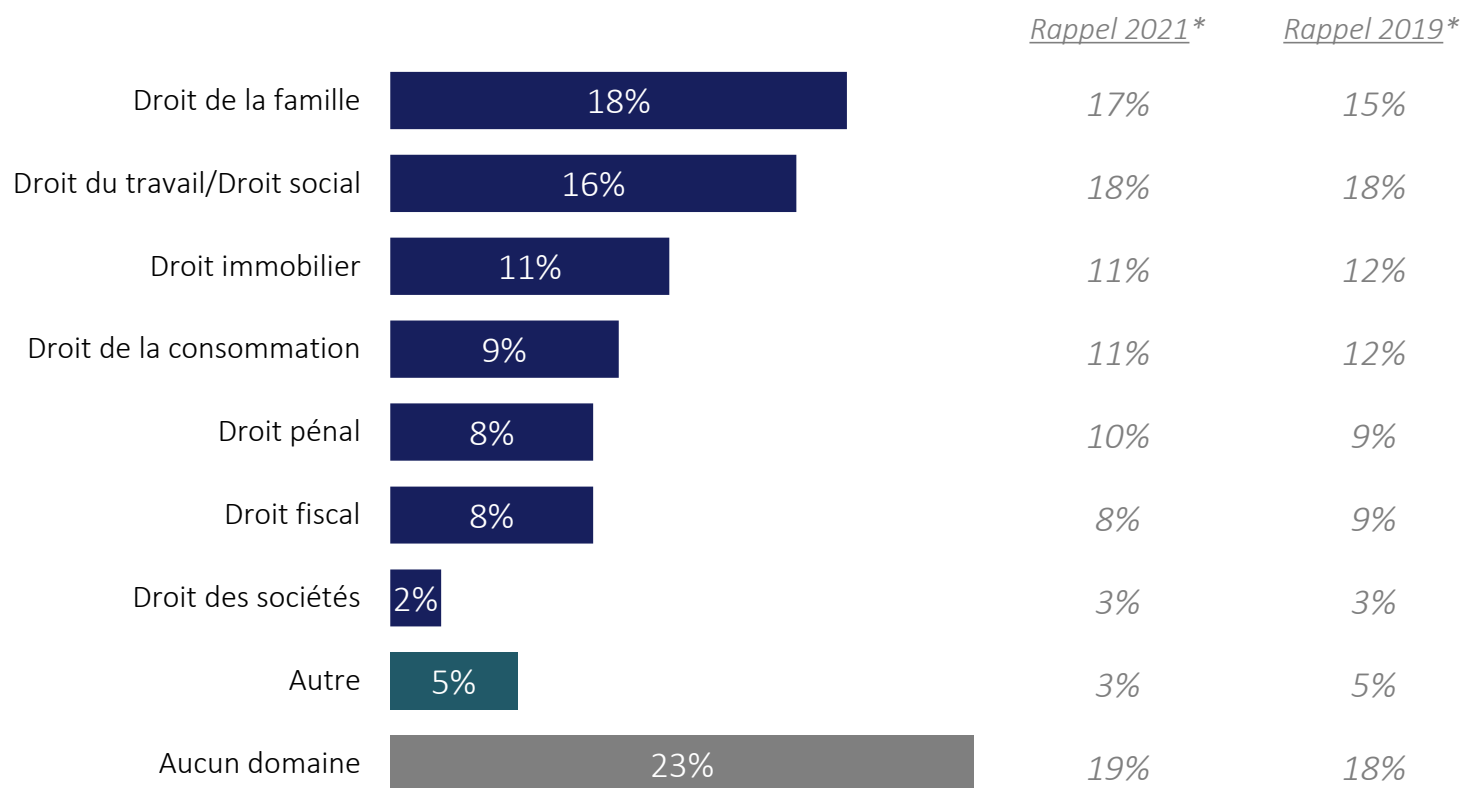


* Sondages Odoxa pour CNB

Besoins en matière de conseils juridiques



Dans quel domaine pensez-vous que vous auriez le plus besoin de conseils juridiques ?



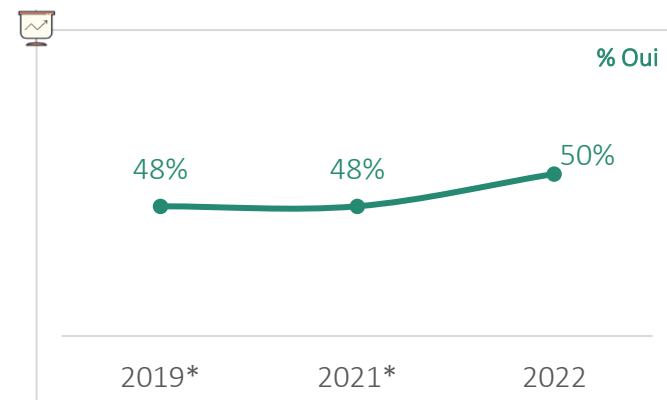
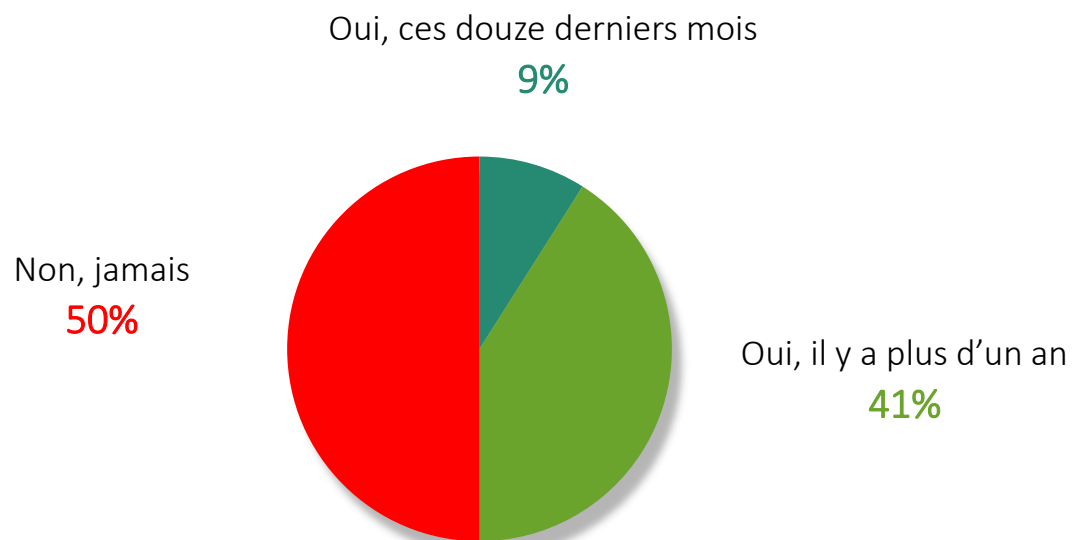
* Sondages Odoxa pour CNB

Consultation d'un avocat



Avez-vous déjà consulté un avocat ?

% Oui : 50%



* Sondages Odoxa pour CNB

Consultation d'un avocat

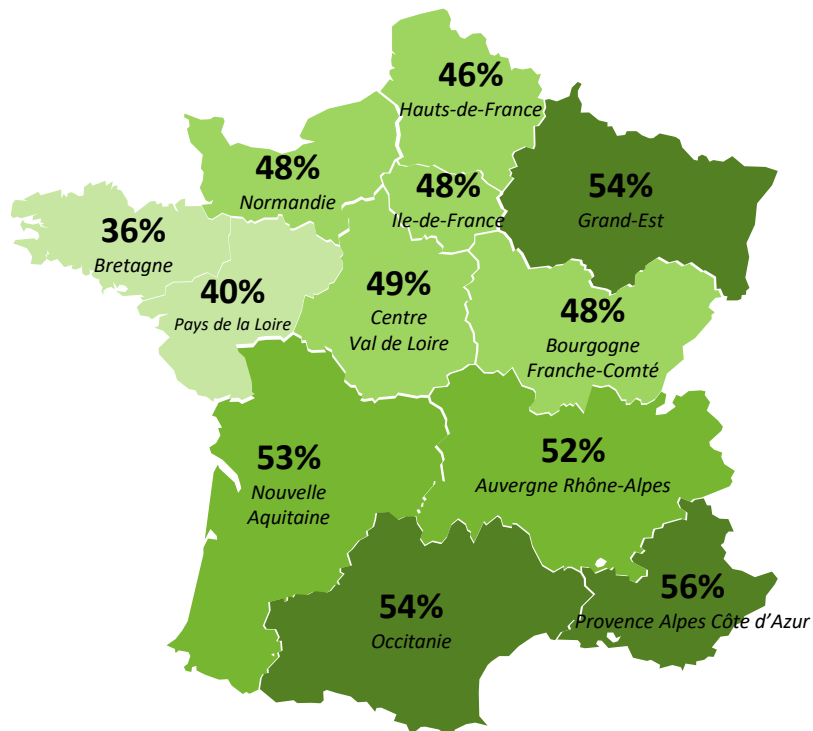
détails par régions



Avez-vous déjà consulté un avocat ?

% OUI

Moyenne nationale : 50%

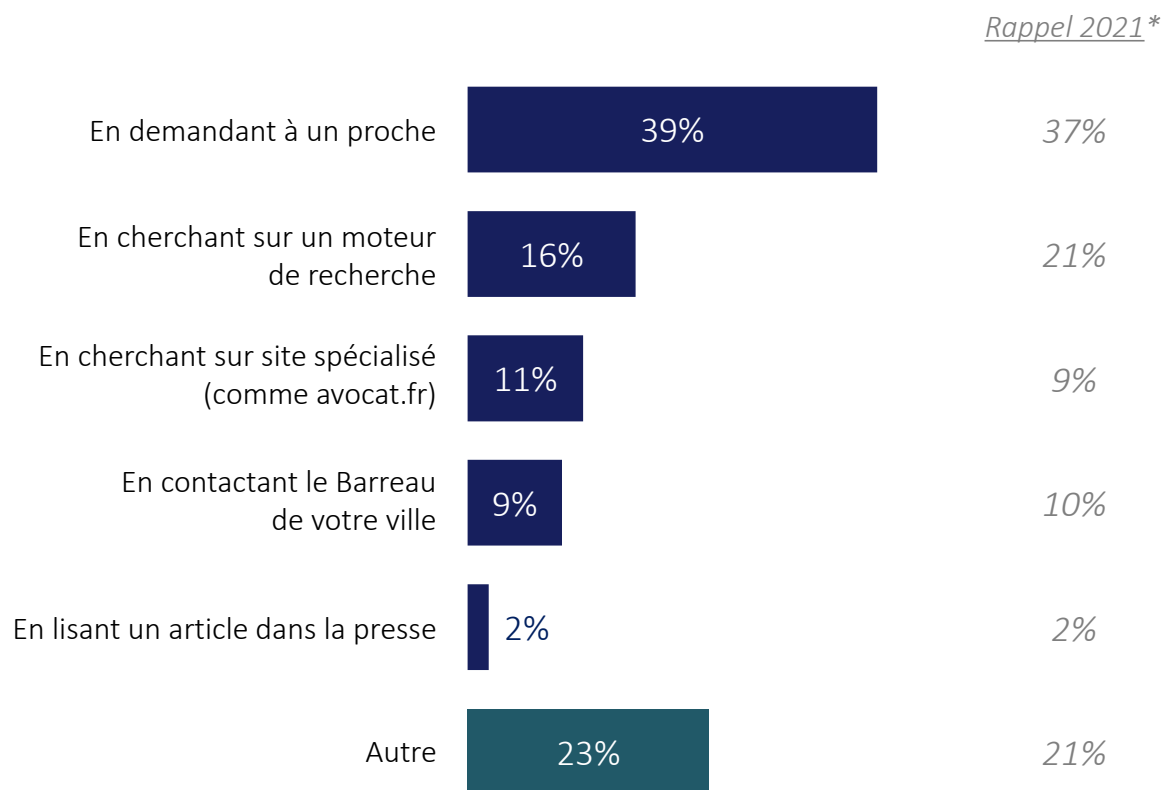


Moyen par lequel les Français ayant consulté un avocat se sont procurés ses coordonnées



Aux Français ayant déjà consulté un avocat

Par quel moyen vous êtes-vous procuré les coordonnées de cet avocat ?

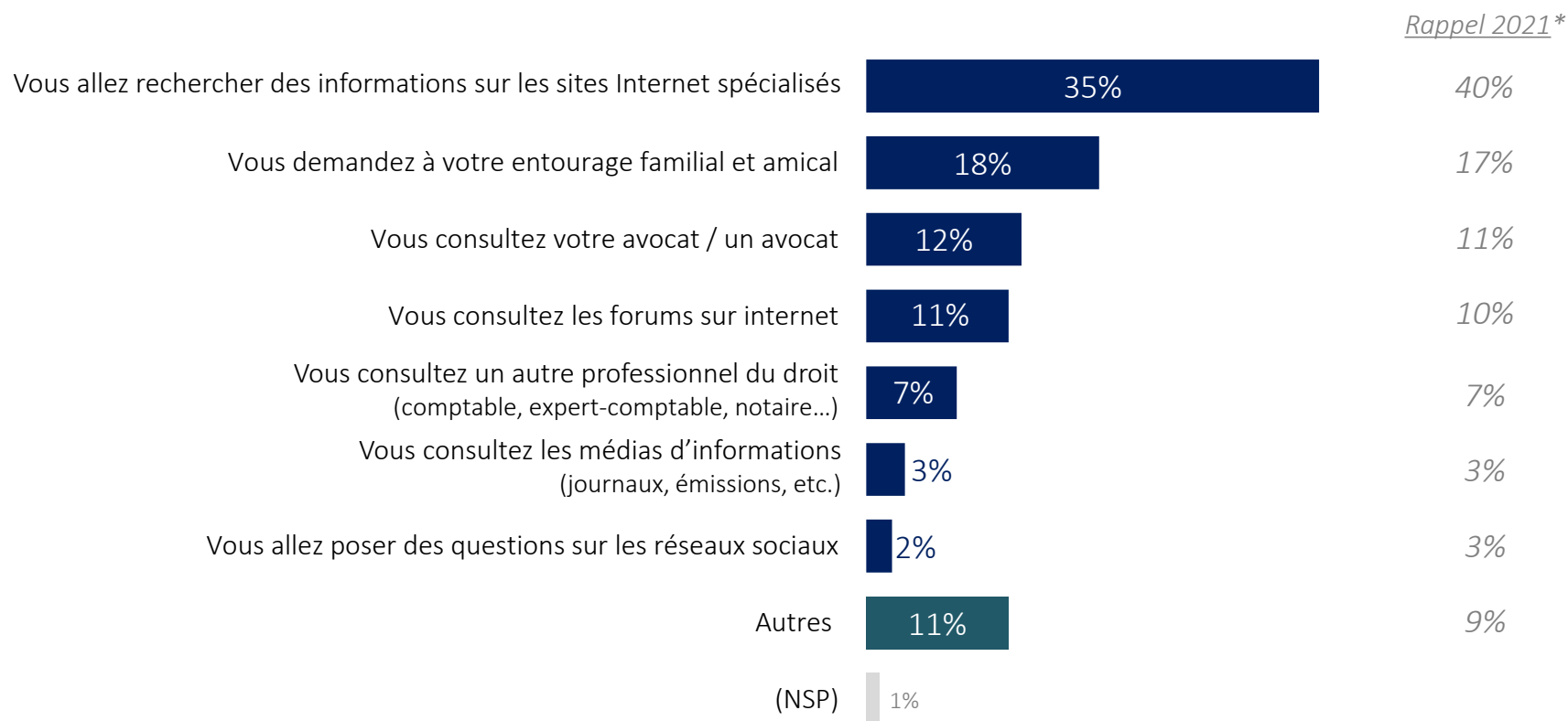


* Sondage Odoxa pour CNB

Démarches effectuées lors d'un problème juridique



Habituellement quand vous avez un problème juridique comment trouvez-vous les réponses aux questions que vous vous posez ?



* Sondage Odoxa pour CNB

Confiance dans les sites web juridiques

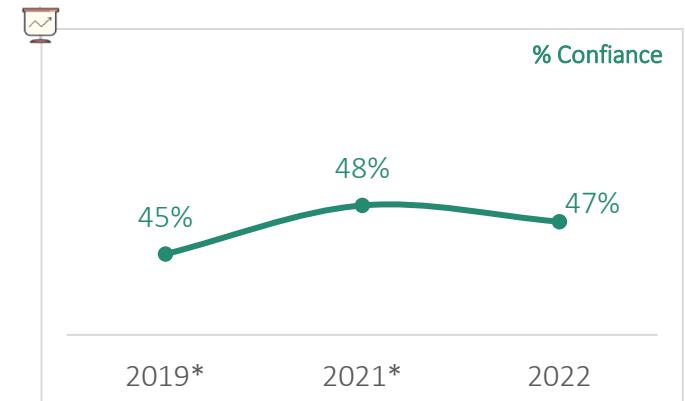
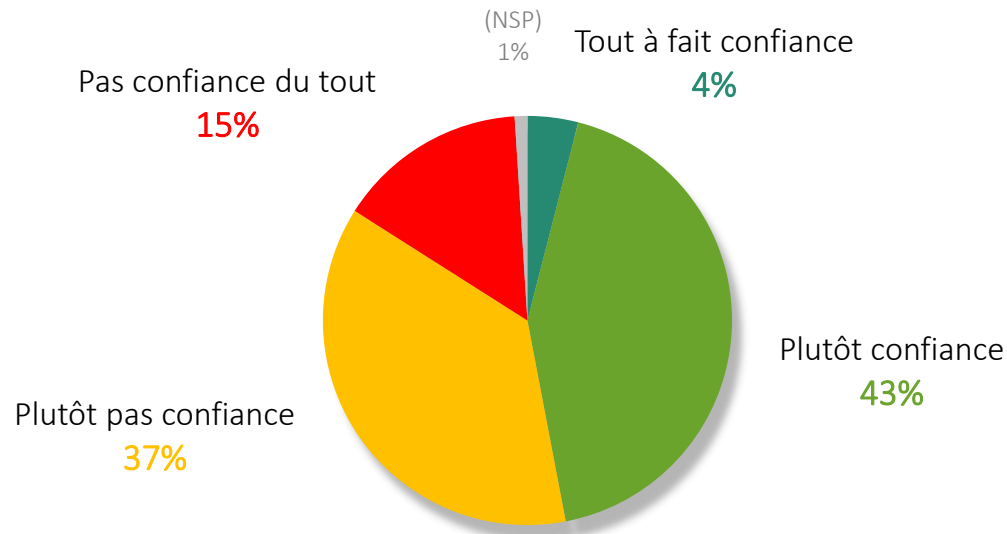


Il existe aujourd'hui de plus en plus de sites web juridiques commercialisant des informations juridiques qui ne sont pas délivrées par des avocats.

Si vous aviez un problème juridique, feriez-vous confiance à un tel site web ?

% Pas confiance : 52%

% Confiance : 47%



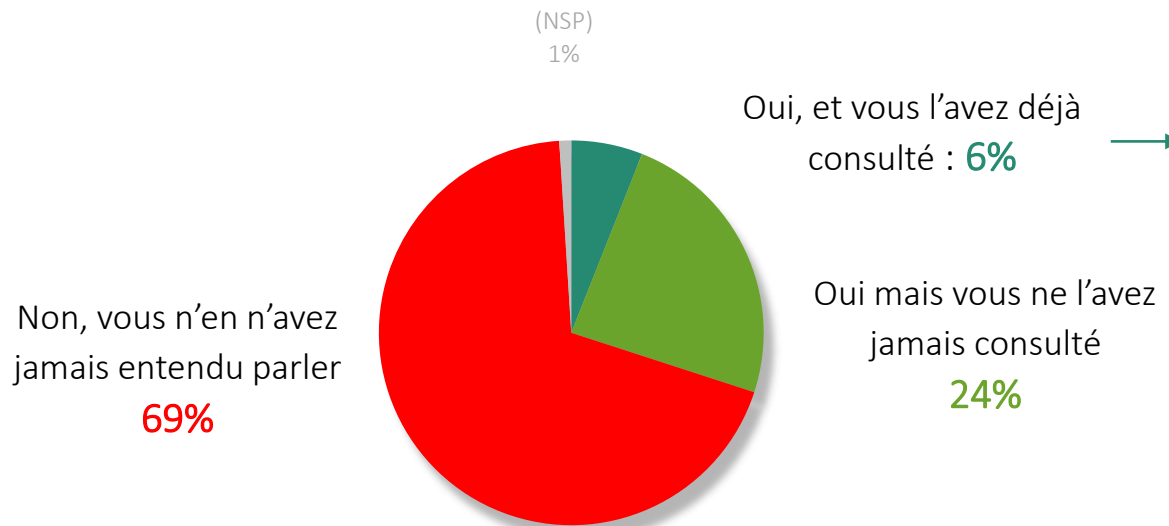
* Sondages Odoxa pour CNB

Notoriété du site Internet avocat.fr



Avez-vous déjà entendu parler du site Internet avocat.fr ?

% Oui : 30%



Soit près de
3 millions de
Français adultes